

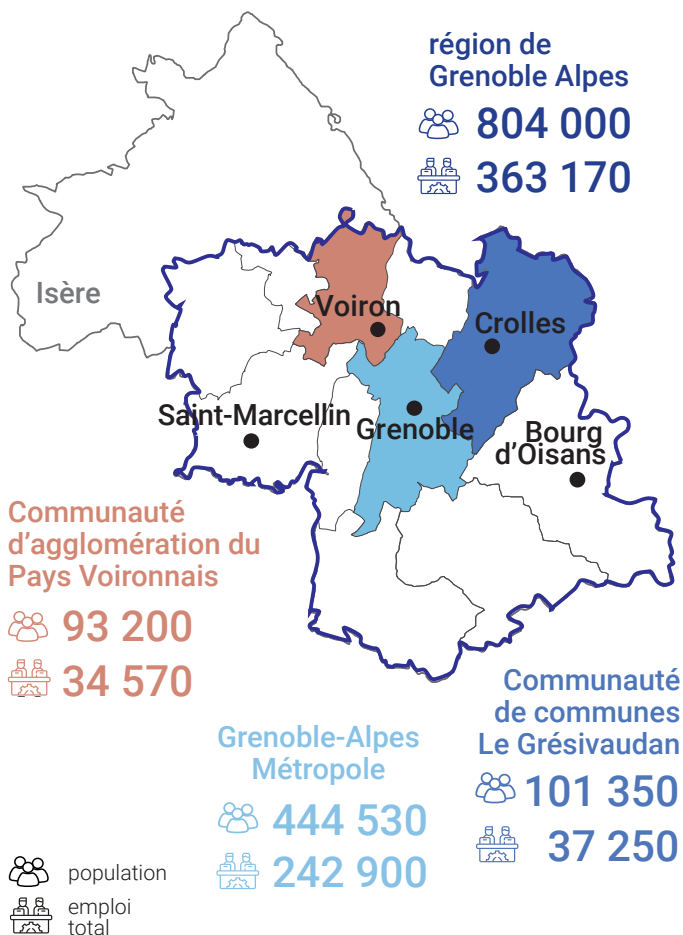
Conjoncture économique 2020

RÉGION DE GRENOBLE ALPES

N°1 - JUIN 2021



#OBSYNash2021



Depuis mars 2020, la pandémie de la Covid-19 a entraîné un choc économique inédit à l'échelle mondiale. Du fait de leur spécialisation économique, tous les territoires ne sont pas exposés de la même manière aux conséquences économiques de la crise sanitaire.

Comme partout en France, la crise sanitaire a entraîné une baisse d'activité générale sur la région de Grenoble Alpes qui se traduit par une chute annuelle de 2,6 % de l'emploi et une hausse de 6 % de la demande d'emploi.

L'impact de la crise est inégal selon les secteurs. Le commerce de proximité et les activités liées au tourisme d'hiver ont été très affectés. Néanmoins, le commerce connaît un repli moins important qu'ailleurs en France et la saison touristique estivale 2020 a été meilleure qu'en 2019. Enfin, l'industrie, qui reste très présente sur le territoire, semble avoir mieux résisté que la moyenne nationale ou régionale. Fortement utilisatrice de l'intérim, elle l'a comme souvent mobilisé en variable d'ajustement à la conjoncture.

CONTEXTE INTERNATIONAL, NATIONAL ET RÉGIONAL

Evolution du PIB 2020 et projection 2021 (en %)

	2020	2021
Monde	-3.3	+6.0
Etats-Unis	-3.5	+6.4
Zone euro	-6.6	+4.4
Allemagne	-4.9	+3.6
France	-8.2	+4.2
Italie	-8.9	+4.2
Espagne	-11.0	+6.4
Royaume-Uni	-9.9	+5.3

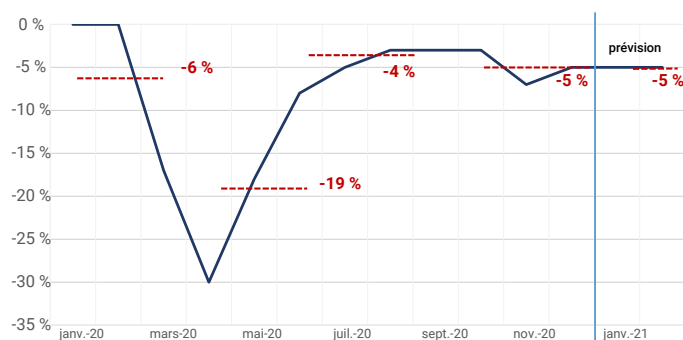
source : FMI, World Economic Outlook Avril 2021

INTERNATIONAL

Une pandémie qui accentue les inégalités entre territoires

Selon le FMI, après une chute de 3,5 % en 2020, le PIB mondial pourrait atteindre +6 % en 2021 grâce aux mesures de soutien économique et aux campagnes de vaccination, en particulier dans les pays industrialisés. Avec la Chine, les Etats-Unis seraient les moteurs de cette croissance (+6,4 % en 2021 après -3,5 % en 2020). Dans la zone euro où le PIB a diminué de 6,8 % en 2020, les prévisions du FMI s'élèvent à +4,4 % cette année. Il faudrait attendre **2022** pour retrouver le niveau d'activité d'avant crise.

Perte de PIB en France en 2020 et début 2021



source : Banque de France, Bilan et perspectives 2021

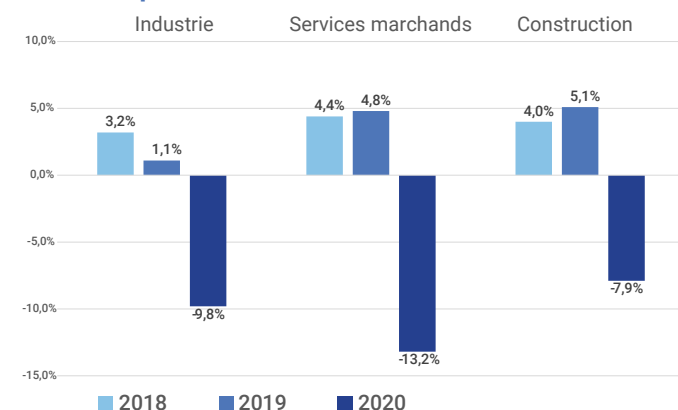
FRANCE

Une crise économique d'une ampleur considérable et une forte incertitude pour 2021

Selon le dernier bilan de la Banque de France, l'économie française a connu en 2020 sa plus forte récession (-8,2 % de PIB selon l'INSEE) depuis la seconde guerre mondiale.

Début 2021, le niveau d'activité jugé normal n'a toujours pas été retrouvé et les projections pour l'année en cours sont entourées d'une incertitude particulièrement élevée : la **reprise économique reste tributaire de la situation sanitaire**.

Evolution des chiffres d'affaires en Auvergne Rhône Alpes



source : Banque de France

AUVERGNE RHONE ALPES

Chiffres d'affaires : une dégradation inégale selon les secteurs

Le chiffre d'affaires des entreprises de la région Auvergne Rhône Alpes a diminué dans les 3 principaux secteurs d'activités.

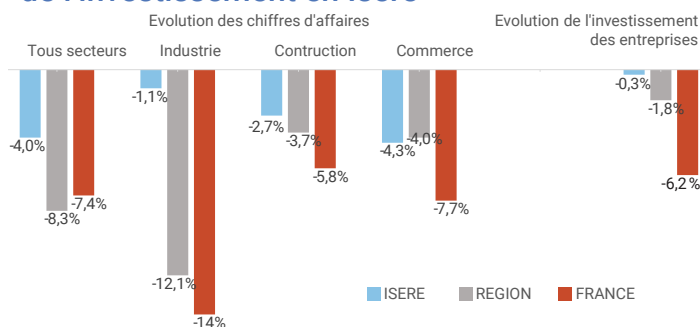
Si la crise affecte l'ensemble des entreprises industrielles, ses **effets sont plus ou moins prononcés selon les secteurs** : les industries agro-alimentaire (-2,7 %) et pharmaceutique (-3 %) ont été relativement épargnées contrairement à la fabrication de matériel de transport (-17,5 %), ainsi que la métallurgie et produits métalliques (-17 %) en lien avec les difficultés de ses donneurs d'ordre automobiles et aéronautiques. Le secteur des équipements électriques et électroniques s'est inscrit en baisse plus modérée (-9,1 %).

L'activité dans les **services marchands** s'effondre (-13 %), sous l'effet des fermetures d'établissements dans plusieurs activités notamment l'hébergement-restauration (-29,6 %). A l'inverse, les activités informatiques (-0,3 %) ont été peu impactées grâce au télétravail.

ACTIVITÉ DES ENTREPRISES EN ISÈRE

Ces indicateurs économiques ne sont pas disponibles à une échelle infra-départementale ; ils apportent toutefois un éclairage sur les tendances de la région de Grenoble Alpes qui concentre 68 % des emplois du département.

Evolution 2019/2020 des chiffres d'affaires et de l'investissement en Isère



source : DGFiP Données cumulées du 1er janvier au 31 décembre, issues de la note conjoncturelle, 4ème trimestre 2020, DREETS

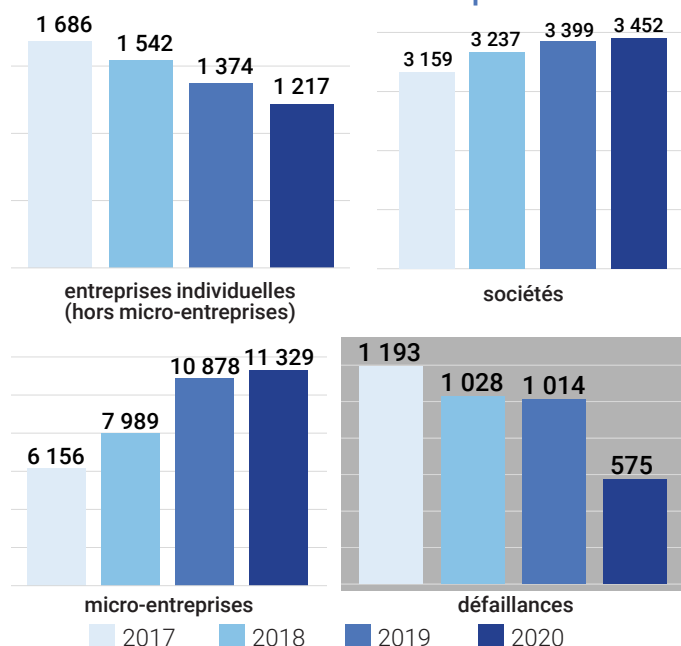
CHIFFRE D'AFFAIRES & INVESTISSEMENT

Une industrie qui résiste mieux

En cumul sur l'année 2020, les **chiffres d'affaires** des entreprises baissent de 4 % par rapport à 2019 (-8,3 % à l'échelon régional). Les trois secteurs privés clés connaissent une évolution négative moins forte que la moyenne nationale, tandis que les pertes industrielles sont très significativement plus faibles. **L'industrie iséroise** (dont 65 % des emplois sont localisés sur la région de Grenoble Alpes) semble donc mieux résister à la crise actuelle.

L'**investissement** des entreprises recule très faiblement en 2020 par rapport à 2019 (-0,3 % contre -6,2 % en France). Cet indicateur est révélateur d'une propension des entreprises iséroises à se projeter dans l'avenir.

Créations et défaillances d'entreprises en Isère



source : INSEE REE - Répertoire des entreprises et des établissements.
lecture : les échelles diffèrent d'un graphique à l'autre.

CRÉATIONS & DÉFAILLANCES

Des effets de la crise contenus par les aides

En cumul, sur l'année 2020, 4 670 entreprises (hors micro-entreprises) dont 1 200 sociétés ont été créées soit un recul de -2 % par rapport à 2019. Cette évolution est dans la lignée des années précédentes.

L'évolution des micro-entreprises doit être interprétée prudemment. De nombreux particuliers créent leur micro-entreprise pour compléter leurs revenus, tels que les livreurs à domicile rémunérés à l'heure ou à la course.

Concernant les défaillances, les mesures de soutien ont maintenu artificiellement certaines entreprises en situation de survie. Les défaillances se trouveront probablement reportées ultérieurement.

LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

Une baisse en sursis

En 2020, les licenciements ont baissé de 39 % sur le bassin grenoblois et de 1,9 % sur le bassin voironnais. En revanche, un renversement de situation se profile au 1er trimestre 2021 : 112 entreprises iséroises ont procédé à 585 licenciements économiques, soit une augmentation de 148 % par rapport à la même période en 2020 (236).

Aides d'Etat de mars 2020 à avril 2021

Aides aux entreprises iséroises	Montants	Nombre entreprises	Nombre d'aides
Fonds de Solidarité	393,4 M€	38 215	148 135
dont Hébergement et restauration	34%		
dont commerce	12%		
dont Art, spectacles et activités récréatives	8%		
Prêt Garanti par l'Etat (PGE)	2 122,41 M€		13 507
dont commerce	25%		
dont industrie manufacturière	21%		
dont construction	13%		
Report d'échéances fiscales	42,8 M€		1 623
dont commerce	22%		
dont activités spécialisées et techniques	16%		
dont industrie manufacturière	16%		
dont construction	12%		
Aides aux artisans / commerçants	21,89 M€		26 311
dont construction	27%		
dont commerce	20%		
dont industrie manufacturière	9%		
dont Hébergement et restauration	8%		
Activités partielles	385 M€	25 812	47 704

source : <https://aides-entreprises.data.gouv.fr> et DREETS Auvergne Rhône Alpes

AIDES AUX ENTREPRISES

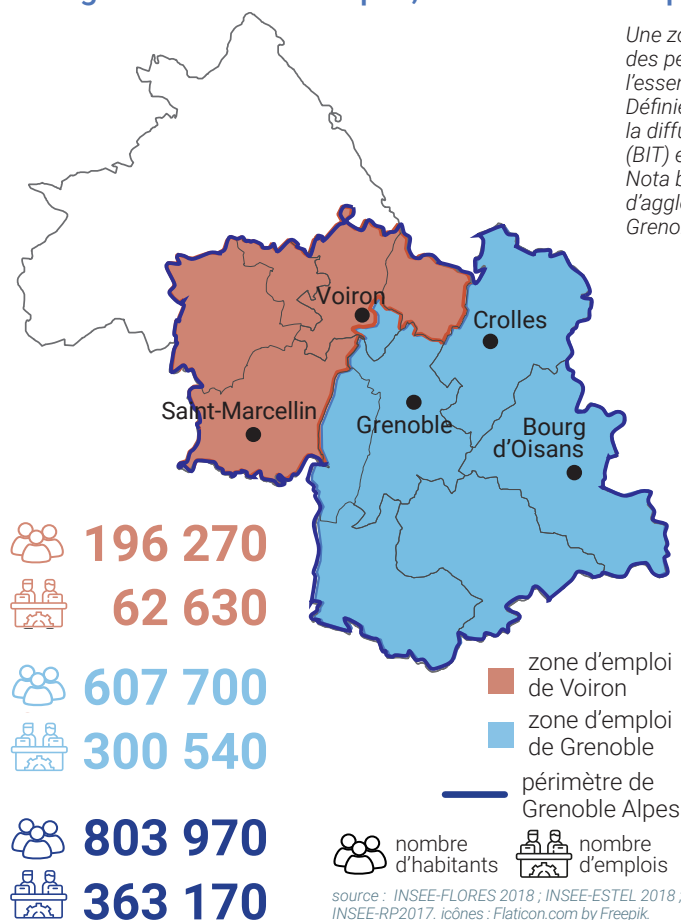
Près de 3 Md € d'aides aux entreprises iséroises

Entre mars 2020 et avril 2021, 25 800 entreprises iséroises ont sollicité le soutien du dispositif d'activité partielle mis en place par l'Etat. En avril 2020, 143 500 salariés isérois ont bénéficié du dispositif exceptionnel d'activité partielle, ils n'étaient plus que 12 400 en septembre mais 31 015 en décembre 2020.

En 2020, Grenoble-Alpes Métropole a voté un Fonds de solidarité métropolitain : 1,9 M€ ont été versés aux entreprises du territoire. La Communauté de communes Le Grésivaudan a participé au Fonds Région Unie à hauteur de 416 700 €, la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais à hauteur de 380 000 € et Grenoble-Alpes Métropole à hauteur de 886 000 €.

LA REGION DE GRENOBLE ALPES - CHIFFRES CLÉS

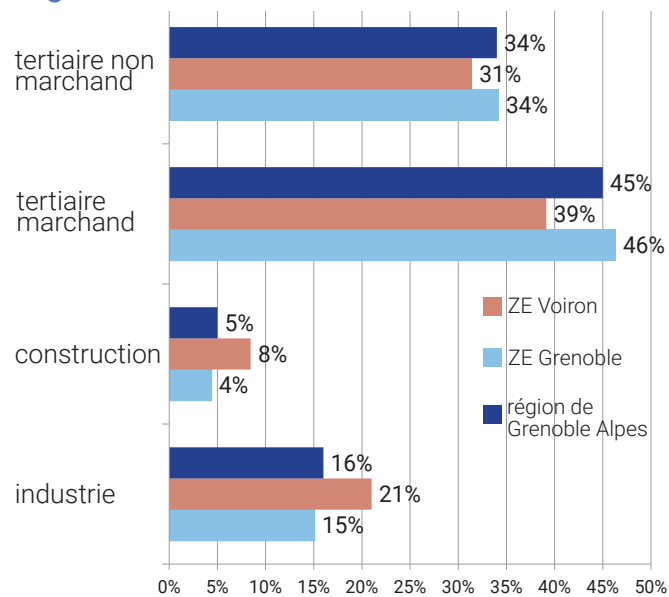
La région de Grenoble Alpes, deux zones d'emploi



Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des personnes résident et travaillent, et dans lequel les établissements trouvent l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Définie par l'INSEE, la zone d'emploi est le périmètre géographique officiel utilisé pour la diffusion des taux de chômage localisés au sens du Bureau International du Travail (BIT) et des estimations de l'emploi total (INSEE-ESTEL).

Nota bene : Voreppe et La-Sure-En-Chartreuse, 2 communes de la Communauté d'agglomération du PaysVoiironnais, sont localisées dans la zone d'emploi de Grenoble. Cela représente 15% de l'emploi de la Communauté d'agglomération.

Répartition de l'emploi salarié (privé et public) par grand secteur

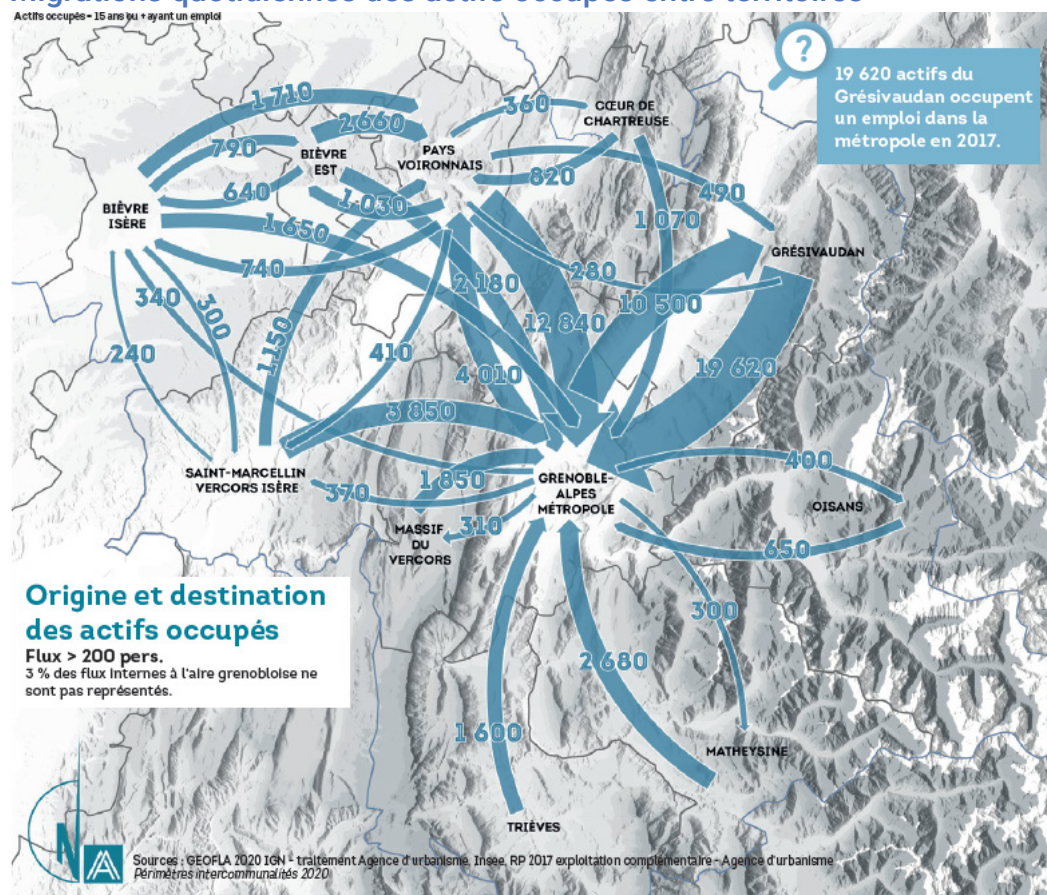


Les employeurs privés avec plus de 1000 emplois dans la région de Grenoble Alpes



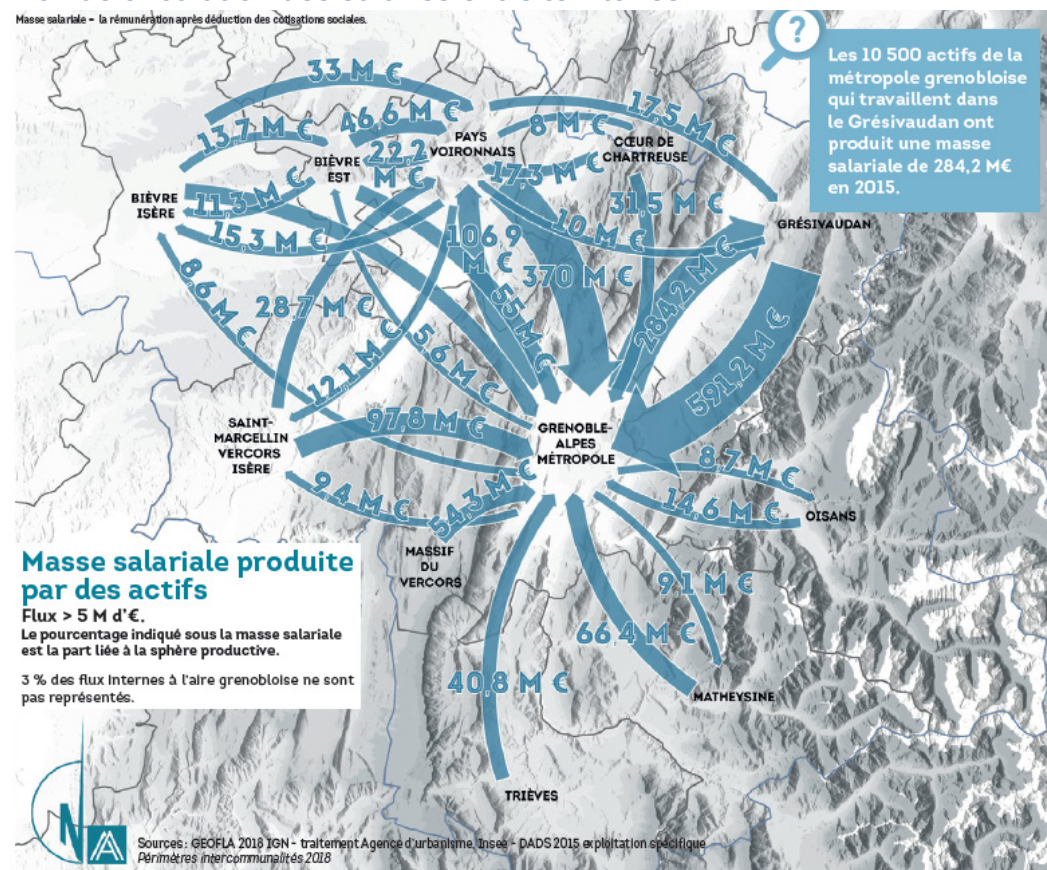
LES FLUX AU SEIN DE LA RÉGION GRENOBLE ALPES

Migrations quotidiennes des actifs occupés entre territoires



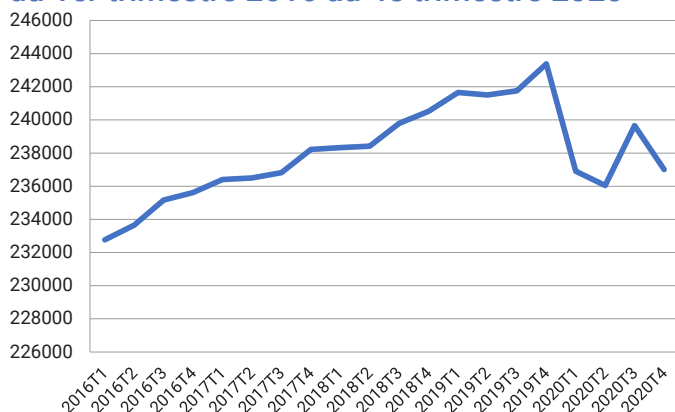
note de lecture : les flux au sein des EPCI ne sont pas pris en compte

Flux de circulation des salaires entre territoires



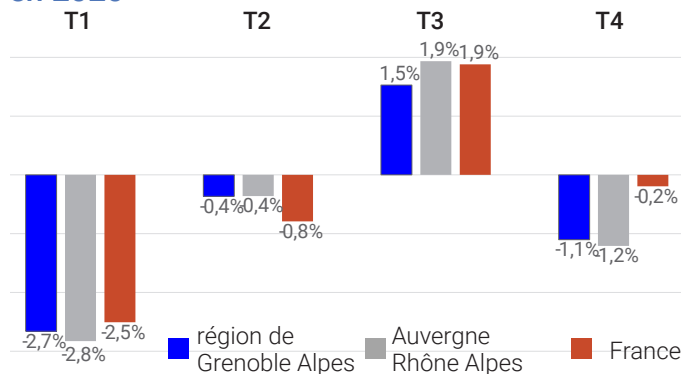
EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DE LA RÉGION GRENOBLE ALPES

Evolution trimestrielle de l'emploi salarié privé du 1er trimestre 2016 au 4e trimestre 2020



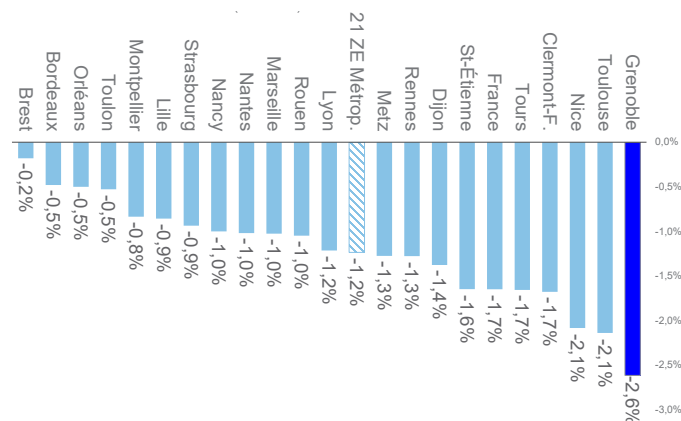
source : ACOSS-URSSAF, Séries trimestrielles des effectifs salariés du secteur privé, par zone d'emploi (découpage INSEE 2010).

Evolution trimestrielle de l'emploi salarié privé en 2020



source : ACOSS-URSSAF, Séries trimestrielles des effectifs salariés du secteur privé, par zone d'emploi (découpage INSEE 2010).

Evolution annuelle de l'emploi salarié privé entre les 4e trimestres 2019 et 2020 dans les zones d'emploi métropolitaines



source : ACOSS-URSSAF, Séries trimestrielles des effectifs salariés du secteur privé, par zone d'emploi (découpage INSEE 2010).

Une crise qui n'épargne pas la région de Grenoble Alpes

La **région de Grenoble** enregistre une destruction nette de 6 370 emplois salariés privés entre le 4e trimestre 2019 et le 4e trimestre 2020 soit un recul de -2,6 % (-1,7 % en France, -2,5 % en moyenne régionale).

La région de Grenoble Alpes subit des pertes d'emplois plus importantes que celles des autres territoires métropolitains. Deux spécificités économiques expliquent cette situation :

- en raison de la **fermeture des stations de montagne** en mars 2020 et aux vacances de fin d'année 2020, les embauches saisonnières n'ont pas pu être maintenues sur ces périodes. A titre d'information, l'emploi salarié privé dans les principales stations de ski des 4 massifs (Belledonne, Oisans, Vercors et Chartreuse) est estimé, fin 2019, à 4 900 salariés(1). Pour comparaison, à l'échelle de l'Isère, l'emploi dans l'hôtellerie-restauration chute de -18,4 %, soit -3 220 emplois. Le tourisme d'affaires a également été fortement touché par la crise sanitaire mais concerne, quant à lui, toutes les métropoles ;
- l'**industrie** pèse dans l'économie locale (19 % de l'emploi privé local contre 12 % en moyenne pour les métropoles). De plus, elle fait fortement appel à l'intérim, première variable d'ajustement de la main d'œuvre au cours de l'année 2020 (-4,9 % en Auvergne Rhône Alpes, -5,3 % en France).

Hors intérim, l'impact de la crise sur l'emploi est inégal selon les branches industrielles. En effet, les statistiques régionales déjà disponibles montrent que l'évolution annuelle des effectifs industriels varie de +1,6 % à -7,4 % selon les activités (source : Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, bilan 2020-Perspective 2021). L'une des caractéristiques du tissu industriel de Grenoble Alpes est sa diversité. Forte spécificité du territoire, la **filière micro-électronique**, devenue un enjeu de souveraineté nationale, fait face à une très forte demande de composants électroniques suscitée par la crise (explosion des besoins en matériels informatiques) et continue de recruter. Des investissements sont en cours pour agrandir les lignes de production.

(1) l'estimation porte sur une quinzaine d'activités touristiques de 14 communes de montagne : café-hôtellerie-restauration, téléphériques et remontées mécaniques, location et commerce d'articles de sport, débits de boisson, etc.

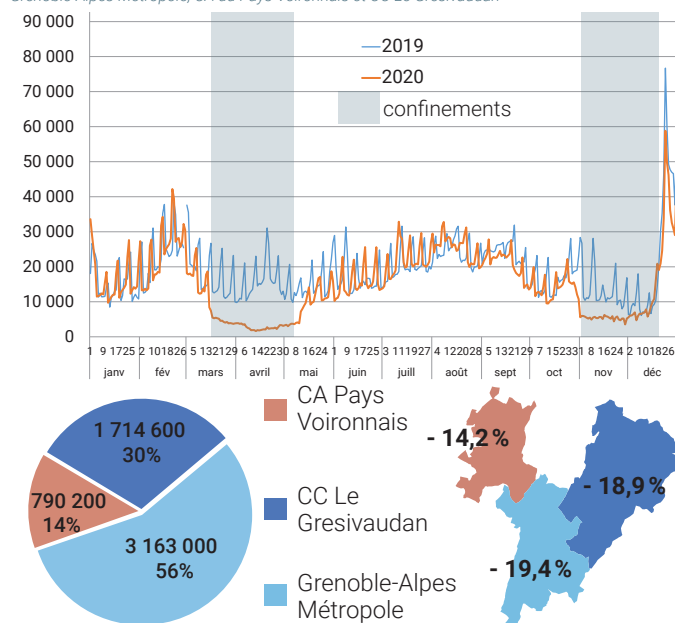
DISPONIBILITÉ DES DONNÉES

Au moment de la publication de cette note (juin 2021), les données détaillées par secteur économique et à l'échelle des territoires infra-départementaux ne sont pas disponibles. L'impact de la crise sanitaire sur les différents secteurs économiques de la région de Grenoble Alpes sera présenté lors de la prochaine note de conjoncture.

TOURISME, COMMERCE ET IMMOBILIER D'ENTREPRISE

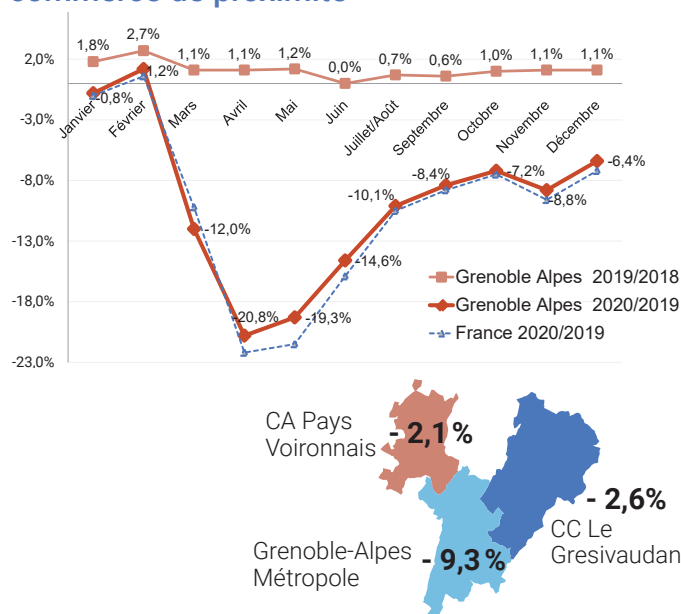
Nuitées touristiques, clientèle française

Grenoble-Alpes Métropole, CA du Pays Voironnais et CC Le Grésivaudan



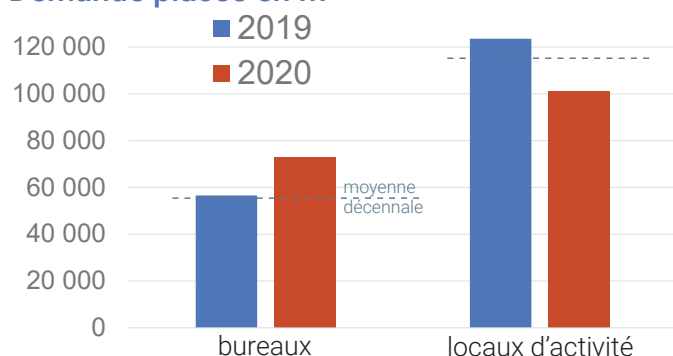
source : Orange Business, Flux Vision 2019 et 2020.

Evolution cumulée du chiffre d'affaires du commerce de proximité



source : CCI Grenoble, observatoire du commerce de proximité

Demande placée en m²



source : FNAIM, le marché de l'immobilier d'entreprise, janv. 2021

TOURISME

2020 en fort recul mais un meilleur été

En 2020, les trois collectivités territoriales (Métropole, Grésivaudan et Pays Voironnais) totalisent 5,7 millions de **nuitées touristiques** de la clientèle française et enregistrent une chute de la fréquentation des touristes français de **-18,6% par rapport à 2019**.

Pendant les deux périodes de confinement en 2020, l'activité touristique a fortement chuté : -44 % en mars, -83 % en avril, -61 % en novembre. Par ailleurs, les stations ont souffert de la fermeture des remontées mécaniques durant les mois de mars, avril et décembre, tandis que le centre urbain a été fortement pénalisé par l'absence de tourisme d'affaires.

En revanche pendant la saison estivale 2020, la fréquentation touristique de la clientèle française a été plus soutenue que celle de 2019 : +5,5% en juillet-août sur Grenoble Alpes Métropole, +4,5% sur le Grésivaudan et +10% sur le Pays Voironnais.

COMMERCE DE PROXIMITÉ

Une chute moins forte qu'à l'échelle nationale

Le commerce de proximité fait partie des secteurs les plus concernés par la crise sanitaire alors que la hausse des ventes sur internet est estimée à +32 % en France (selon la Fédération e-commerce et vente à distance).

En région grenobloise, les chiffres d'affaires ont connu une chute de **-6,4% en cumul sur l'année 2020** par rapport à l'année 2019. A l'échelle nationale, la baisse est plus prononcée avec -7,2 % (source : Banque de France).

Si le commerce alimentaire (+1,2%) tire son épingle du jeu, les autres secteurs ont été vivement touchés : équipement de la personne (-13,9%) et du foyer (-10,4%), santé et beauté (-10,8%).

Ces diminutions sont plus prononcées pour la métropole que pour le Grésivaudan ou le Voironnais en raison de la baisse de la consommation des actifs des territoires voisins, provoquée par la chute des déplacements domicile-travail due aux confinements.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

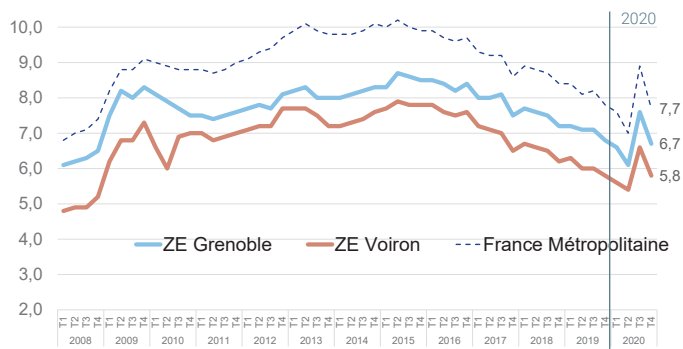
Un marché qui résiste

Le marché de l'immobilier d'entreprise est resté dans une relative bonne dynamique malgré la crise sanitaire.

Les surfaces de demandes **bureaux** satisfaites ont augmenté de +25 % par rapport à la moyenne décennale et l'année 2020 aura été marquée par un nombre exceptionnel de **clé en main**. En revanche, le contexte sanitaire a eu un impact significatif sur le marché des **locaux d'activité** qui enregistre une baisse de 13 % des m² placés, traduisant sans doute l'attentisme des entreprises.

TAUX DE CHÔMAGE

Evolution 2007-2020 du taux de chômage



source : INSEE, taux de chômage trimestriel localisé (zone d'emploi) au sens du BIT.

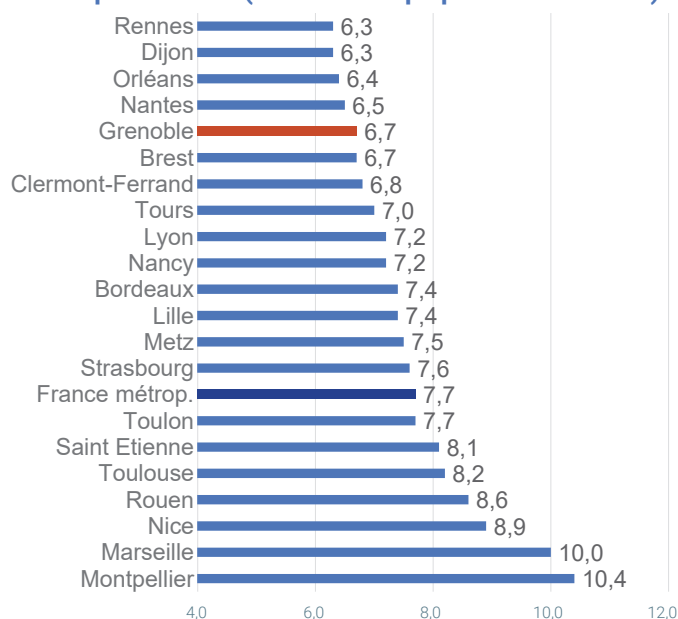
De fortes variations trimestrielles et un niveau équivalent fin 2020 à celui de fin 2019

Les taux de chômage des zones d'emploi de Grenoble (6,7 %) et Voiron (5,8 %) sont structurellement inférieurs (respectivement de 1 et 2 points en moyenne) au taux national. Fin 2020, la zone d'emploi de Grenoble se positionne dans le premier quart des zones métropolitaines les moins touchées par le chômage.

En 2020, les taux de chômage connaissent des fluctuations importantes : ils baissent au cours du 1er semestre puis remontent au 3e trimestre et reculent à nouveau au 4e trimestre. **Fin 2020, ils apparaissent presque au même niveau que fin 2019.**

Le graphique d'évolution du taux de chômage entre 2007 et 2020 apporte du recul et permet d'observer les années post crise 2008 : le niveau de chômage a augmenté de façon tendancielle pendant plus de 7 ans (jusque mi-2015) puis a connu une baisse continue jusqu'à la crise de 2020.

Taux de chômage dans les 21 zones d'emploi métropolitaines (en % de la population active)



source : INSEE, taux de chômage trimestriel localisé (zone d'emploi) au sens du BIT, au 4e trimestre 2020.

lecture : l'axe des abscisses commence à 4,0.

PRÉCISION MÉTHODOLOGIQUE

Des baisses trimestrielles en trompe-l'oeil

Le paradoxe de la baisse du taux de chômage au 1er semestre et au 4e trimestre 2020 s'explique par un effet de trompe l'oeil.

Pendant les périodes de confinement, des milliers de personnes interrogées lors des enquêtes « Emploi » trimestrielles de l'INSEE ne répondaient pas aux critères stricts du B.I.T : elles sont donc « sorties » des statistiques. Cela a entraîné une **baisse artificielle du nombre de chômeurs**. Le dispositif d'activité partielle a par ailleurs contribué à atténuer l'impact de la crise sur le taux de chômage.

2 mesures complémentaires du chômage : Taux de chômage au sens du BIT et Demande d'emploi

Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et l'inscription à Pôle emploi sont **deux concepts de référence** pour mesurer le chômage, en apparence proches mais qui diffèrent. Un chômeur au sens du BIT est une personne de 15 ans ou plus, n'ayant pas eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence, disponible pour occuper un emploi dans les 15 jours et qui a recherché activement un emploi dans le mois précédent. L'inscription sur les listes de Pôle emploi résulte quant à elle d'une démarche administrative.

Au sein des demandeurs d'emploi, la **catégorie A regroupe les personnes sans emploi au cours du mois, tenues d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi**. C'est la catégorie conceptuellement la plus proche de celle du chômage au sens du BIT. Toutefois, en 2017, en France, 44 % des inscrits en catégorie A ne sont pas chômeurs au sens du BIT, inversement 33 % des chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits en catégorie A : les inscrits non chômeurs au sens du BIT sont plutôt des seniors qui, à l'approche de la retraite ne recherchent plus d'emploi activement. A l'inverse, les chômeurs au sens du BIT non inscrits à Pôle Emploi sont plutôt des jeunes.

Les **inscrits en catégories B, C relèvent de formes particulières d'emploi** plus souvent à **temps partiel**, avec des **horaires de travail atypiques** et concentrées dans certaines professions : services à la personne (majoritairement des femmes), ouvriers non qualifiés de l'industrie, professions artistiques, etc. Les ouvriers non qualifiés de l'industrie sont très représentés dans la catégorie C, en lien avec la forte proportion d'intérimaires.

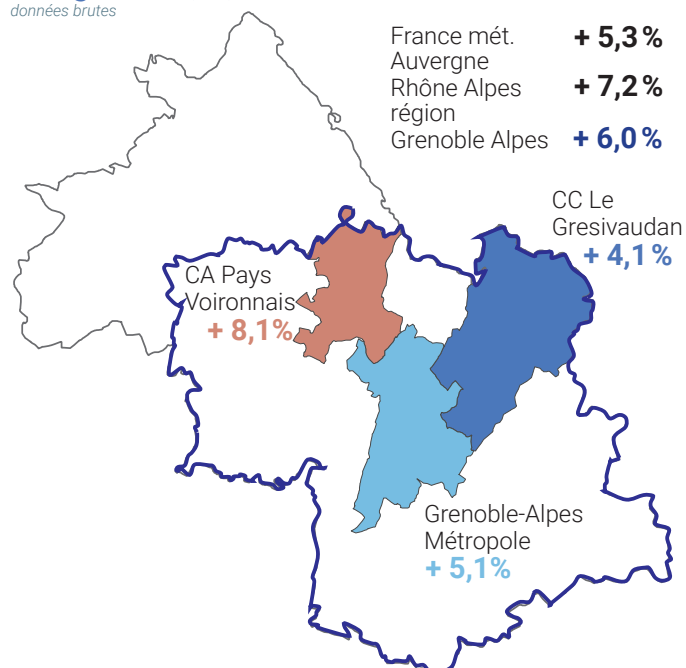
Enfin, le taux de chômage est un **ratio**. Ses variations dépendent de l'évolution du nombre de chômeurs (au numérateur) et de la population active (au dénominateur). Si le nombre de chômeurs augmente mais moins vite que la population active, le taux diminue.

source : Insee Références, édition 2019 - Dossier - Les chômeurs au sens du BIT

DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À POLE EMPLOI

Evolution de la demande d'emploi catégories A, B, C - déc. 2019/déc. 2020

données brutes



source : données brutes, Pôle Emploi Auvergne Rhône Alpes

Nota bene : Grenoble-Alpes Métropole, la CA Pays Voironnais et la CC Le Grésivaudan concentrent 80% des demandeurs d'emploi de la région de Grenoble Alpes.

Une hausse de 6 % des demandeurs d'emploi

Fin 2020, à l'échelle de la région de Grenoble Alpes, 63 280 demandeurs d'emplois sont inscrits à Pôle emploi, soit 3 560 personnes supplémentaires (+6 %) par rapport à fin 2019.

Les **jeunes** (13 % des demandeurs d'emploi) ont été plus concernés par la crise (+6,8 %) mais moins sur le territoire qu'en Auvergne Rhône Alpes (+9,3 %) ou en France.

Fin 2020, 29 240 personnes sont dans une situation de **chômage longue durée** (inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an). Elles représentent 46 % de l'ensemble de demandeurs d'emploi, un poids inférieur de 3 points à la moyenne nationale. Toutefois, en cette période de crise et donc de baisse des offres d'emplois, leur nombre s'est accru de 11 % sur un an (+12,8 % en Auvergne Rhône Alpes et +10,5 % en France métropolitaine).

Les 2ème et 3ème trimestres sont marqués par des effets de **bascule** des inscrits à Pôle Emploi en catégories B et C (chômeurs exerçant une activité courte, à temps partiel) vers la catégorie A (sans aucune activité) en raison du confinement puis inversement à l'été, avec le déconfinement et le tourisme estival. Ce phénomène est quasi inexistant en fin d'année, sans doute en raison d'un 2e confinement moins drastique. Toutefois, sur une année complète, la catégorie A accuse une forte hausse (+ 11,5 %) alors que les catégories B et C sont en légère baisse (-1,7 %).

Evolution de la demande d'emploi par EPCI entre fin 2019 et fin 2020

données brutes

	Grenoble Alpes Métropole	CC Le Grésivaudan	CA du Pays Voironnais	FRANCE METROP.
Catégories ABC	37 151	6 174	6 714	
Evolution annuelle	+5,1%	+4,1%	+8,1%	+5,3%
Moins de 25 ans	4 801	741	939	
Evolution annuelle	+276	+42	+55	
Poids	12,9%	12,0%	14,0%	13,4%
50 ans et +	8 664	1 747	1 850	
Evolution annuelle	+351	+47	+122	
Poids	23,3%	28,3%	27,6%	26,0%
Longue durée (> 1 an)	16 863	2 897	3 072	
Evolution annuelle	+1 694	+220	+340	
Poids	45,4%	46,9%	45,8%	49,4%
Catégorie A	23 869	3 492	4 044	
Evolution annuelle	+9,3%	+8,1%	+14,0%	
Catégories B,C	13 282	2 682	2 670	
Evolution annuelle	-1,8%	-0,6%	+0,2%	
Poids	35,8%	43,4%	39,8%	

Cat. A : demandeurs d'emploi sans aucune activité

Cat. B,C : demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois

source : données brutes, Pôle Emploi Auvergne Rhône Alpes

Une hausse du chômage plus modérée pour Grenoble Alpes Métropole et le Grésivaudan

Avec respectivement +5,1 % et +4,1 % en catégories A,B,C **Grenoble Alpes Métropole** et la **Communauté de communes Le Grésivaudan** accusent une hausse plus modérée qu'en moyenne régionale et nationale (+7,2 % en Auvergne Rhône Alpes et +5,3 % en France métropolitaine).

La hausse du chômage sur la **Communauté d'agglomération du Pays Voironnais** est en revanche plus soutenue (+8,1 %). Sur ce territoire, l'intérim pèse davantage dans l'emploi et pourrait expliquer cet écart défavorable : le travail temporaire représente 7 % de l'emploi salarié privé contre 3 à 4 % sur Grenoble Alpes Métropole et le Grésivaudan (source Urssaf 2016-2019).

De plus, le **tissu industriel** voironnais, fortement présent, est structuré autour de secteurs plutôt traditionnels et davantage impactés par la crise : 51 % des emplois industriels sont dans la métallurgie, les machines & équipement, le matériel électrique. En revanche, dans le Grésivaudan, le secteur des composants et cartes électroniques concentre 56 % des emplois industriels de ce territoire (source Urssaf 2019).

ZONE D'EMPLOI

source : INSEE

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Il sert de référence pour la diffusion des taux de chômage localisés et des estimations d'emplois.

EMPLOI

source : URSSAF-ACOSS, emploi salarié privé

- données annuelles par commune
- données corrigées des variations saisonnières trimestrielles par zone d'emploi

Les statistiques portent sur l'effectif salarié des entreprises du secteur concurrentiel affiliées au régime général. Sont exclus les particuliers employeurs, les établissements relevant du régime agricole ainsi que ceux appartenant au secteur public (écoles, universités, hôpitaux, administration publique, etc.).

Dans le cadre d'une harmonisation des concepts avec l'Insee et la Dares, les séries d'effectifs salariés publiées par l'Acosse et les Urssaf connaissent des modifications à compter de 2017.

CHÔMAGE

source : INSEE, taux de chômage trimestriel localisé (zone d'emploi) au sens du BIT

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les personnes en situation de chômage.

DEMANDE D'EMPLOI

source : DREETS -POLE EMPLOI Auvergne Rhône Alpe, demande d'emploi fin de mois

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) s'inscrivent à Pôle Emploi et sont répartis dans différentes catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée ;
- catégories B et C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.

Quelle que soit leur catégorie, les personnes inscrites à Pôle Emploi depuis plus d'un an sont considérées comme des demandeurs d'emploi longue durée.

POPULATION ACTIVE

source : INSEE

La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

NUITÉES TOURISTIQUES

source : Flux vision, Orange business service

Flux Vision tourisme est un outil qui permet, à partir des données de la téléphonie mobile, de mesurer la fréquentation touristique globale d'un territoire ou d'un événement, et d'observer les déplacements de la population : nuitées, durée de séjours, origines des clientèles.

C'est une solution récente, développée par Orange Business Service, co-construite avec Tourisme et territoires et aujourd'hui utilisée par 50 Agences Départementales du Tourisme. Depuis son lancement en 2014, Isère Tourisme adhère au dispositif avec 5 co-partenaires dont Grenoble-Alpes Métropole.

COMMERCE TRADITIONNEL

source : CCI Grenoble, Observatoire du commerce

Le commerce traditionnel comprend tous les commerces indépendants de proximité de moins de 300 m². L'observatoire couvre la région grenobloise, plus précisément l'arrondissement administratif de Grenoble soit 291 communes du sud Isère.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Source : FNAIM 38, « Bilan & perspectives - janvier 2021 »

Le marché de l'immobilier d'entreprise y est appréhendé par la FNAIM à travers l'évolution de la demande placée et des surfaces commercialisées de bureaux, de locaux d'activités et des commerces.

photo de couverture : parc technologique de Crolles-Bernin, Pierre Jayet 2018. pour la Communauté de communes Le Grésivaudan.

QUI SOMMES-NOUS ?



Le Pacte Économique Local est une démarche collective visant à soutenir la résilience économique et l'attractivité du territoire Grenoble Alpes. Réunissant les locomotives économiques de la région, il a été lancé par les trois principales collectivités du bassin grenoblois : Grenoble-Alpes Métropole, la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais, la Communauté de communes Le Grésivaudan.

Cette publication est l'une des actions collectives engagées dans le cadre de ce Pacte. Elle vise à donner des informations économiques à l'échelle de la région de Grenoble Alpes. Ce territoire couvre les deux bassins économiques grenoblois et voironnais (ou zones d'emploi : cf. p.4). Les trois collectivités territoriales à l'initiative du Pacte concentrent près de 80 % de la population et 87 % de l'emploi total de la région de Grenoble Alpes.

Trois autres publications économiques sont prévues en 2021 sur les thématiques suivantes :

- innovation
- analyse économique sectorielle de l'impact de la crise sanitaire
- internationalisation de Grenoble Alpes.

+ d'infos : www.pacteeconomiquelocal.fr/

Comité de rédaction

Tonis Antzoulatos - CCLG, Agnès Collomb-Clerc - AURA Entreprises, Vincent Escartin - AURG, Maryline Girard - CCI de Grenoble, Philippine Lavoillotte - GAM, Morgane Le Doaré - Invest in Grenoble Alpes, Katia Valette - CAPV.

Contact : [morgane \[at\] investingrenoblealpes.com](mailto:morgane[at]investingrenoblealpes.com)

Mots croisés

1. Plus grosse entreprise du territoire, en emplois. 2. Variable d'ajustement de l'emploi, notamment industriel. 3. Principal pourvoyeur de données nationales et locales.

A. Métropole dont l'emploi salarié a le moins baissé en 2020. B. Vrai ou faux ? L'investissement des entreprises de Grenoble Alpes s'est presque maintenu en 2020 par rapport à 2019. C. A bien résisté à la crise de 2020, malgré la généralisation du télétravail. D. Le plus gros secteur de la région Grenoble Alpes en nombre d'emplois. E. Indicateur apparemment stable localement entre fin 2019 et fin 2020, mais... F. Ont bien aimé le territoire durant l'été 2020.

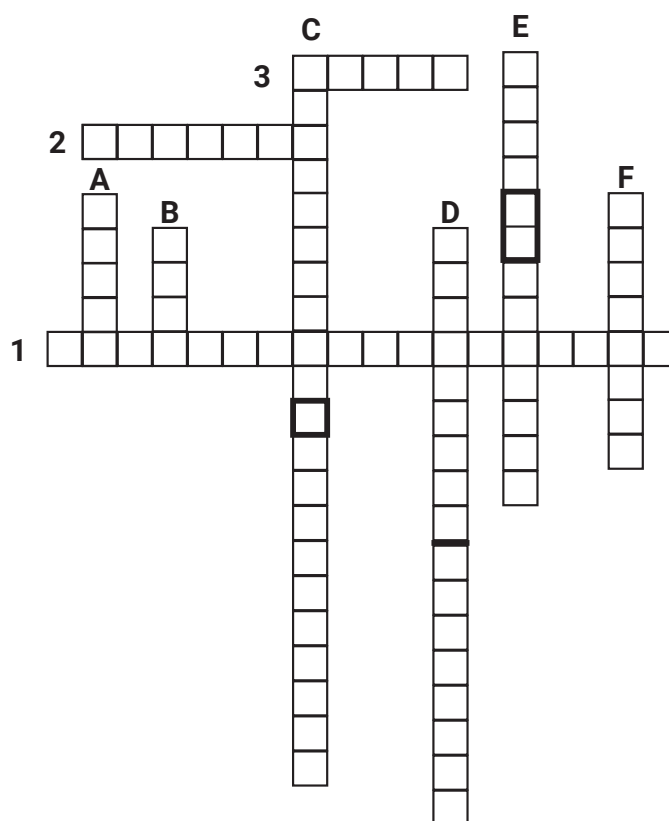
#OBSYflash2021



Le réseau des observatoires de la région grenobloise rassemble 15 partenaires qui mettent en commun moyens et analyses d'observation territoriale. L'enjeu ? Décrire le territoire et éclairer la décision.

Bien que l'observation soit souvent en décalage dans le temps avec les faits observés, l'OBS'Y publie en 2021 une série de publications dédiées à certains effets de la crise sanitaire dans la région grenobloise. Après l'économie, ce seront les mobilités puis le social qui feront l'objet d'une publication « flash ».

+ d'infos : www.obsy.fr



1. STMicroelectronics. 2. Interm. 3. INSEE. A. Brest. B. Vrai. C. Immobilier d'entreprise. D. Tertiaire marchand. E. Taux de chômage. F. Français.

EN PARTENARIAT AVEC



AVEC LE SOUTIEN DE



PACTE
ÉCONOMIQUE
LOCAL